

AG de la confédération paysanne du Gers, baisse sur les produits bio : " A qui la faute ?"

" Les aides exceptionnelles ne sont pas une solution sur le long terme", affirme Sylvie Colas



AG de la confédération paysanne du Gers, baisse sur les produits bio : " A qui la faute ?"

C'est dans la salle du Mouzon que ce lundi 27 mai en début de soirée que la Confédération paysanne du Gers a tenu son assemblée générale sous la présidence de sa porte-parole, Sylvie Colas. Laquelle se félicita de la présence des nombreux militants même si certains d'entre eux n'ont pu se libérer en raison du retard pris dans les différents travaux agricoles notamment l'impossibilité de semer les cultures d'hiver.

Après avoir rappelé les différents dégâts liés aux effets du dérèglement climatique (gel, grêle, sécheresse...) en 2023-2024, Sylvie Colas souligna la prolifération de la pyrale et la punaise sur le soja ainsi que la MHE sur les bovins. Une satisfaction tout de même sur l'influenza aviaire qui a épargné le Gers, «du moins sur les foyers ».

A qui la faute

D'autre part, Sylvie Colas, s'interroge sur les prix des produits bio qui « subissent de fortes baisses et n'ont plus aucune connexion avec la réalité des coûts de production ». Les responsables sont nombreux (l'Ukraine, les marges des distributeurs, les accords de libre échange, les distorsions des normes environnementales et sociales, l'inflation...), « c'est aux politiques publiques d'accompagner les bouleversements produits par ces mêmes politiques libérales ».

Quid des aides exceptionnelles

Quant aux aides exceptionnelles, la Confédération paysanne du Gers estime que « ces dernières ne sont pas une solution sur le long terme et créent beaucoup d'inégalités dans leur accès ». Même si l'aide aux petits maraichers dans la réforme PAC a été obtenue, « il existe une grande injustice entre les paysannes et paysans selon les productions, les zones géographiques, la taille des fermes, des troupeaux... ». Sylvie Colas n'hésite pas de prendre en exemple la FNSEA qui « répond aux injonctions du capitalisme agro alimentaire à l'image de son président « propriétaire de 700 ha, 210 000 € d'aides PAC avec 3 SCEA et 1 ETA et qui est au conseil d'administration du groupe Avril et de sociétés d'agrocultures ».

Rappelant la crise exprimée en février celle-ci selon Sylvie Colas « montre l'impasse du modèle imposé au plus grand nombre depuis 40 ans. Il a détruit les sols, la biodiversité, le climat et broyé les paysannes et les paysans sans parler du développement de la mal bouffe d'un côté et de la famine d'un autre ».



P1840312.JPG